

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5209 - Mercredi 23 Septembre 2026 - Prix : 200 Fc

COOPÉRATION RÉGIONALE :

Renforcer la réponse collective face aux catastrophes naturelles



COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

**Les maires plaident pour une
décentralisation à moyens égaux**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

11 Rabi al-Thani 1448

Prières aux heures officielles

Du 21 au 26 Septembre 2026

Lever du soleil:

05h 54mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 41mn

Dhouhr : 12h 02mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



81^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU :

Azali multiplie ses rencontres bilatérales

C'est la grand-messe des rencontres diplomatiques qui s'ouvrent à New York à l'occasion du 81eme sommet des Nations Unies. Et le chef de l'Etat comorien, n'a pas dérogé à la règle. Dès son arrivée sur le sol américain, il a entamé une série de discussions, en commençant par celle avec Mr Rahman président de la 81^e Assemblée générale de l'ONU.

C'est en tout cas ce que nous avons pu lire sur le site officiel de la présidence de la République. « Son Excellence le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, a eu un entretien ce dimanche 20 septembre avec Dr. Khalilur Rahman, Président de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, au siège de l'Organisation, en présence de la délégation comorienne ». Lors de cette rencontre, le chef de l'Etat comorien a profité de l'occasion pour féliciter le Dr Khalilur Rahman de son élection pour mener les débats lors de ce sommet. «Le Président AZALI Assoumani a félicité Dr. Rahman pour son élection et lui a réaffirmé le plein soutien des Comores dans l'accomplissement de son mandat, ainsi que leur attachement au renforcement du multilatéralisme et au dialogue entre les Nations. » Titulaire d'un doctorat en économie obtenu à la prestigieuse université de Harvard, il est actuellement le chef de la diplomatie du



Bangladesh. Selon Beit-Salam, « les échanges ont également porté sur les défis auxquels sont confrontés les Petits États Insulaires en Développement, notamment les changements climatiques, la protection et la conservation de la biodiversité marine ainsi que sur les chocs géopolitiques. » Ce 81eme sommet onusien se déroule à un moment charnier de l'organisation. En janvier prochain l'actuel secrétaire général, Antonio Guterres doit céder son fauteuil après deux mandats. Un rendez-vous qui intervient donc à un tournant pour

l'Organisation. À quelques mois du départ de Guterres, la question de la nouvelle direction de l'ONU se pose déjà. Le prochain secrétaire général devra notamment faire face à des crises géopolitiques de plus en plus complexes. Il devra également porter les préoccupations des États insulaires, particulièrement exposés aux effets du changement climatique. Pour les Comores, ces enjeux revêtent une importance particulière, entre vulnérabilité climatique et préservation de l'espace maritime.

Au-delà des discours, l'enjeu sera désormais de transformer ces

préoccupations en engagements concrets. Un défi majeur pour une Organisation appelée à redéfinir ses priorités et sa capacité d'action dans un monde en pleine recomposition. D'ailleurs au cours d'une discussion avec le secrétaire général sortant, le chef de l'Etat a tenu à saluer son engagement en faveur du multilatéralisme. « Le Chef de l'État a salué l'engagement de Monsieur António Guterres en faveur du multilatéralisme, de la paix et du développement, ainsi que l'attention particulière accordée aux États vulnérables et insulaires. Il lui a expri-

mé la reconnaissance de l'Union des Comores pour son appui constant au développement du pays et son soutien aux efforts engagés en faveur de la défense de ses intérêts nationaux. »

Fragilisée par ce que certains qualifient de « néo-impérialisme » venu des États-Unis, l'ONU demeure pourtant un acteur central des relations internationales. Malgré ses limites et les tensions qui traversent l'organisation, elle reste un espace privilégié de dialogue entre les États. Son rôle demeure également essentiel dans la défense du multilatéralisme et la recherche de réponses collectives aux crises mondiales.

Pour les petits États, elle constitue notamment une tribune indispensable pour faire entendre leurs préoccupations sur la scène internationale. Reste désormais à savoir si l'organisation saura préserver cette capacité d'action face aux nouveaux rapports de force qui redessinent le monde. C'est pourquoi, lors de sa rencontre avec le diplomate Bangladais, Azali Assoumani a « notamment plaidé pour la mise en œuvre des engagements en faveur des Petits États Insulaires en Développement et pour une coopération internationale renforcée face aux défis actuels », conclut la note de la présidence de la République.

Imtiyaz

Atelier du Projet PAIE :

Les acteurs économiques sensibilisés aux enjeux de l'importation

Un atelier consacré au Projet d'accélération de l'intégration économique (PAIE) s'est tenu du 21 au 22 septembre à Moroni. La rencontre visait à sensibiliser les acteurs du secteur économique aux obstacles liés à l'importation et à identifier des solutions pour renforcer les infrastructures de qualité et favoriser l'accès des entreprises locales aux marchés internationaux.

Le projet dont l'objectif est d'accélérer l'intégration économique régionale (Paie) suit son cours. Lors d'un atelier organisé récemment au Retaj, le secrétaire général du ministère de l'économie, Djamil Boinali a parlé

d'un projet qui vise à renforcer les capacités des entreprises locales afin de s'imposer sur les marchés internationaux. Il s'agit d'un projet financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 8 millions d'euros et mis en œuvre par l'ONUDI. Ce projet doit en effet booster la compétitivité des entreprises comoriennes et leur accès aux marchés régionaux et internationaux.

Les acteurs concernés doivent simplifier et digitaliser les procédures douanières, améliorer le climat des affaires, soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans la filière ylang-ylang, vanille, agro, cosmétique.

Lors de son allocution, Dr Abdouanziz coordinateur du projet



a rappelé : « Ce projet vise à accroître les entreprises comorienne au niveau des marchés internationaux mais aussi renforcer les infrastructures du pays. Le présent atelier a pour objectif de renforcer une infrastructure de qualité dans le monde, en Afrique et aux Comores. Puis sensibiliser les participants sur les obsta-

cles qui freinent les exportations ».

La réflexion devait aboutir à des recommandations pour orienter la mise en œuvre du projet. Et de renforcer l'infrastructure de qualité aux Comores. Sur ce, le secrétaire de l'économie a rappelé que le projet d'accélération de l'Intégration Économique des Comores (PAIE), est un

programme de renforcement de la compétitivité des entreprises comoriennes et leur accès aux marchés régionaux et internationaux dont les entreprises locales doivent s'organiser voire même s'adapter à la transformation des produits.

Kamal Gamal

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

COOPÉRATION RÉGIONALE :

Renforcer la réponse collective face aux catastrophes naturelles

Les États de l'océan Indien se sont réunis à La Réunion, du 21 au 23 septembre, à l'occasion de la première conférence régionale des directeurs généraux de la sécurité civile de l'océan Indien, en présence de Jean-Claude Brunet, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien. Durant ces deux jours, les directeurs généraux de la sécurité civile des pays de la région échangent afin de renforcer la réponse collective face aux catastrophes naturelles et aux différents risques auxquels les États de l'océan Indien sont confrontés.

Les délégations de Maurice, de Madagascar, des Comores et des Seychelles, aux côtés de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Agence française de développement (AFD), partagent leurs expériences, leurs bonnes pratiques et leurs moyens. L'objectif est de renforcer la coopération régionale en matière de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles.

La mise en place de formations communes, l'organisation d'exercices conjoints ainsi que le partage des bonnes pratiques figurent également parmi les principaux sujets abordés. Face à des risques qui ne connaissent pas de frontières, les Comores défendent une approche fondée sur l'anticipation et la prévention plutôt que sur la seule réaction aux catastrophes.

Pour le colonel Abdallah Rafik, directeur général de la direction

générale de la sécurité civile (DGSC), les Comores disposent de plusieurs atouts stratégiques à mettre en avant lors de cette première conférence. « Les Comores sont situées au cœur du sud-ouest de l'océan Indien, entre l'Afrique orientale et Madagascar. Cette position peut faire du pays un point d'appui régional pour la coopération en matière de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes. La stratégie nationale de RRC souligne notamment cette position et l'importance de renforcer la coopération régionale », a-t-il déclaré.

Il a également rappelé la diversité des risques auxquels le pays est exposé. « Les Comores sont exposées simultanément aux cyclones, aux inondations, aux glissements de terrain, aux risques volcaniques, aux séismes et à la montée du niveau marin. Cette diversité permet à la DGSC de proposer à ses partenaires une expérience utile en matière de gestion multirisque », a-t-il expliqué.

Il a souligné que le pays dispose désormais d'un cadre institutionnel permettant de renforcer sa participation aux mécanismes régionaux. « Nous disposons depuis 2024 d'une loi sur la réduction des risques de catastrophes, ainsi que d'une Stratégie nationale de RRC et de son plan d'action 2024-2030, validés au niveau national en 2025. Cela donne aux Comores une base institutionnelle solide pour participer aux mécanismes régionaux », a-t-il ajouté. Il insiste ainsi sur la nécessité de dépasser l'image d'un pays uniquement exposé aux risques. « Les



Comores ne souhaitent pas être considérées uniquement comme un pays vulnérable face aux catastrophes. Nous voulons être considérées comme un partenaire actif de la sécurité civile et de la résilience dans l'océan Indien », a-t-il souligné.

Dans cette perspective, il a proposé de faire des Comores un laboratoire régional de coopération insulaire autour de cinq axes prioritaires : l'alerte précoce et l'alerte multirisque, la formation et les exercices conjoints des services de sécurité civile,

Le partage régional des données et des informations sur les risques, la mise en place de mécanismes

d'assistance mutuelle et de mobilisation rapide des moyens, et enfin le renforcement de la coopération volcanologique, notamment avec La Réunion et l'Observatoire volcanologique du Piton de la Fournaise. Le DGSC souhaite proposer la création d'un « Réseau des directeurs généraux de la sécurité civile et de la gestion des catastrophes de l'océan Indien », qui permettrait de structurer davantage les échanges entre les responsables de la sécurité civile des différents États insulaires, de faciliter le partage d'informations et d'expériences et de favoriser la mobilisation rapide des moyens en cas de catastrophe.

Selon lui, cette initiative s'inscrit

dans une volonté de passer progressivement d'une logique de pays bénéficiaire de l'assistance à celle d'un partenaire régional à part entière dans la gestion des risques et le renforcement de la résilience.

Pour finir il a montré qu'au-delà de cette rencontre, l'enjeu est donc de construire des mécanismes durables de coopération entre les États de l'océan Indien, afin de mieux anticiper les catastrophes, de renforcer les capacités nationales et de permettre une réponse collective plus rapide et mieux coordonnée face aux risques qui affectent l'ensemble de la région.

Nassuf Ben Amad

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Les maires plaident pour une décentralisation à moyens égaux

Réunis du 19 au 21 septembre à la salle multifonctionnelle de Fomboni, les maires de Grande Comore, d'Anjouan et de Mohéli ont tenu leur Assemblée générale nationale sous le signe de l'unité et du dialogue avec l'État. Un rendez-vous clôturé dimanche en fin d'après-midi.

C'est avec émotion que le président de l'Association nationale des Maires des Comores (ANMC) a ouvert les travaux, samedi, choisissant Mohéli comme symbole : « l'île de la réconciliation, de la résilience et de la naissance de l'Union des Comores ». Un choix de lieu loin d'être anodin pour une rencontre qu'il a voulue porteuse « d'espoir, de responsabilité et de confiance renouvelée ».

Devant les autorités de l'île, le président de l'ANMC a d'abord salué le décret portant création du Conseil national de pilotage de la décentralisation et du développement local, qu'il qualifie de « signal important » pour l'avenir des collec-



tivités. Mais il n'a pas caché les difficultés du terrain : ressources limitées, mobilisation des recettes ardue, manque de moyens humains et techniques, alors que les populations réclament routes, eau, éclairage public et meilleure gestion des

déchets. « Transférer des responsabilités sans transférer les moyens fragilise l'action locale » dit-il. Le message central du discours aura été celui de la complémentarité. « L'État et les communes ne doivent pas être deux mondes séparés », a

insisté le président de l'ANMC, rappelant que la loi comorienne sur la décentralisation impose que tout transfert de compétences s'accompagne des ressources correspondantes. « Nous ne demandons pas l'impossible », a-t-il martelé, appelant à

une relation fondée sur le dialogue, la confiance, la transparence et la solidarité.

Au-delà de la relation avec l'État, c'est la solidarité entre communes que le président a voulu renforcer, plaçant pour une ANMC « plus forte, plus solidaire, plus professionnelle », capable de partager expériences et partenariats entre municipalités. « Notre diversité ne doit pas être une faiblesse. Elle doit devenir notre force », a-t-il lancé, avant d'appeler formellement, depuis Fomboni, à l'unité entre les maires et à une coopération renforcée entre l'État et les collectivités.

Le discours s'est achevé sur une note résolument tournée vers l'action : « Nos populations ne nous ont pas élus pour nous opposer ; elles nous ont élus pour agir. » Vive l'Union des Comores, vive les communes comoriennes, vive la solidarité entre les quatre îles : la formule finale a résumé l'esprit de ce congrès, fermé dimanche après le mot attendu du gouverneur de Mohéli.

Riwad

PROJET BGI

Intégrer l'équité de genre dans les Solutions fondées sur la Nature

Ce lundi 21 septembre s'est ouvert un atelier sur cette thématique par le secrétaire général du ministère de l'environnement, chargé du tourisme, Abdourahman Ali Mroivili. Il faut rappeler que la sauvegarde de la biodiversité et le développement économique ne pourront se concrétiser sans l'implication pleine et équitable des femmes.

Lancé sous l'égide du ministère de l'environnement, le projet BGI (Conservation de la biodiversité grâce aux Solutions fondées sur la Nature) remet au premier plan la dimension sociale et inclusive de la gestion environnementale. À travers des ateliers nationaux de sensibilisation et de concertation, les acteurs institutionnels et communautaires rappellent un principe fondamental : l'intégration transversale du genre constitue le pilier indispensable d'une économie bleue et verte résiliente. Chez nous, les femmes jouent un rôle de premier plan dans l'économie rurale et la gestion quotidienne des ressources naturelles. Elles représentent la majorité de la main-d'œuvre dans l'agriculture vivrière, gèrent activement les pépinières d'arbres et assurent le maillon clé de la transforma-

tion et de la commercialisation des produits halieutiques, notamment lors de la pêche au poulpe. Pourtant, cette contribution essentielle se heurte à de profondes disparités. Le crédit bancaire formel leur est difficilement accessible, et le poids des normes coutumières limite leur participation effective aux instances décisionnelles villageoises. De plus, le déficit de données désagrégées par sexe invisibilise la valeur réelle du travail féminin au sein des chaînes de valeur de la biodiversité. Pour répondre aux défis climatiques majeurs de l'archipel que sont l'érosion côtière, la dégradation des sols, la fragilisation des ressources hydriques, le projet BGI promeut des Solutions fondées sur la Nature (SfN) adaptées au milieu insulaire comme la restauration des mangroves, la protection des récifs coralliens, le reboisement des bassins versants et développement de l'agroforesterie associant vanille, ylang-ylang et girofle. Cependant, la réussite durable de ces actions exige de dépasser la simple présence passive. La mise en œuvre des SfN doit systématiquement questionner l'accès, le contrôle des ressources, la répartition des bénéfices et le pouvoir de décision. L'objectif est de faire évoluer la



consultation vers une véritable co-gouvernance inclusive. Des avancées concrètes sont déjà observées sur le terrain comme la structuration de coopératives féminines de transformation halieutique, la gestion communautaire de pépinières d'espèces locales et l'intégration de quotas de femmes dans les comités de gestion des aires protégées, notamment au sein des parcs nationaux de Mohéli et du Karthala. Ces

initiatives s'inscrivent en cohérence avec la Constitution comorienne de 2018, la Politique Nationale d'Équité et d'Égalité de Genre (PNEEG II) ainsi que les cibles 22 et 23 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Pour pérenniser ces acquis, la mise en œuvre d'une budgétisation sensible au genre, la collecte régulière de données sexospécifiques et le renforcement des compétences

institutionnelles demeurent des étapes prioritaires. Placer l'équité de genre au cœur des Solutions fondées sur la Nature aux Comores dépasse le seul impératif de justice sociale. C'est la condition essentielle pour garantir la résilience des communautés et la préservation à long terme de la biodiversité insulaire.

Mmagaza

MOHÉLI :

Des médecins chinois au chevet des patients du CHRI de Fomboni

Dans le cadre de la 17e mission médicale chinoise aux Comores, une équipe de spécialistes a offert vendredi des consultations entièrement gratuites à la population de Mohéli. Généralistes, cardiologues, orthopédistes, gynécologues et chirurgiens ont reçu les patients dès le matin.

Le Centre hospitalier de référence insulaire (CHRI) de Fomboni a vu affluer de nombreux patients ce vendredi 18 septembre 2026. Dès 8h00, une équipe de médecins chinois y accueillait les habitants venus consulter sans frais. L'information, relayée la veille sur les réseaux sociaux, invitait la population à profiter de l'occasion. Sous les galeries du bâtiment, des

banderoles rouges aux caractères dorés signalaient l'événement. L'une d'elles rappelait qu'il s'agissait de la 17e Mission médicale chinoise aux Comores. Une autre annonçait l'opération « Cent équipes pour mille villages », présentée comme une initiative de consultations itinérantes et gratuites. L'équipe réunissait plusieurs disciplines rarement accessibles au même endroit, et encore moins gratuitement, pour les habitants de l'île. Étaient présents des médecins généralistes, des cardiologues, des orthopédistes, des gynécologues et des chirurgiens. Pour de nombreuses familles de Mohéli, où l'accès aux soins spécialisés reste limité, l'occasion était précieuse. Sur place, hommes et



femmes patientaient à l'ombre de la galerie, attendant d'être appelés. Le bloc opératoire du CHRI se trouve à proximité de l'espace où s'est déroulée l'opération. Cette journée s'inscrit dans la coopération médicale entre la Chine et l'Union des Comores. Le numéro de la mission, la dix-septième, témoigne de la régularité de cette présence. Des équipes chinoises interviennent ainsi depuis plusieurs années dans les structures de santé de l'archipel, au bénéfice des popu-

lations. Une photographie prise à l'hôpital montre des membres de l'équipe chinoise, en polo blanc aux couleurs de leur pays, posant aux côtés de représentants locaux de l'établissement. Elle illustre la collaboration entre les praticiens venus de Chine et le personnel comorien. Si cette initiative a été saluée par les patients présents, elle rappelle aussi l'ampleur des besoins sanitaires dans les îles, où l'offre de soins spécialisés reste insuffisante. Les

consultations ponctuelles apportent une réponse immédiate, mais la question de la continuité des soins demeure posée. Reste à savoir si d'autres étapes sont prévues à Mohéli ou dans d'autres localités de l'archipel, dans le prolongement de cette opération itinérante. La population, elle, retiendra cette journée où les portes du CHRI de Fomboni se sont ouvertes à tous, sans condition ni frais.

Riwad

TÉLÉCOMMUNICATIONS :

Yas inaugure son premier Store Digital

Yas Comores franchit une nouvelle étape dans sa transformation numérique avec l'ouverture, lundi 21 septembre, de sa première boutique entièrement digitalisée. Pensé pour simplifier le parcours client, ce nouvel espace propose des services dématérialisés et un accompagnement sur tablette, avec l'objectif de généraliser progressivement l'autonomie des abonnés dans leurs démarches.

Lundi 21 septembre, Yas Comores a coupé le ruban de son concept inédit. Pensée pour les nouveaux usages, cette nouvelle boutique digitale, la première du genre dans l'archipel, marque une étape dans la stratégie d'innovation de l'opérateur. Devant institutions, médias et partenaires, l'entreprise a présenté un espace entièrement digitalisé, où

des conseillers-guides équipés de tablettes accompagneront le client en mobilité totale. Le parcours s'articule autour de quatre zones distinctes. La zone Mobile & Yas App invite à tester l'application maison, avec trois guides dédiés au téléchargement et à la prise en main. La zone Home est consacrée à la fibre et à Dagolet, l'offre Wireless Access, avec test de débit en direct sur tablette. La zone de prise en charge expose les offres familiales, individuelles et fixes, avant choix final. Enfin, l'espace Mvola, sécurisé à l'écart, concentre paiements et retraits. La rupture est surtout organisationnelle. Fini les formulaires, la signature devient digitale, les contrats sont dématérialisés et le temps de souscription fibre chute de quinze à trois minutes. « Nous voulons que le digital prenne vraiment son



ancrage aux Comores. C'est la porte d'entrée vers le numérique », explique la Directrice de l'Expérience Client de Yas Comores. À terme, l'objectif est le self-care intégral avec des bornes automatiques où l'abonné réalisera seul ses opérations. Pour l'opérateur, le terrain est déjà prêt. L'application Yas serait utilisée quotidiennement selon l'opérateur

par près d'un quart de ses clients comoriens. «L'idée est de permettre au client de découvrir nos offres de manière beaucoup plus autonome, et que cette continuité se poursuive à domicile grâce au digital», insiste la même responsable. Une démarche saluée par les autorités. Présent à l'inauguration, le ministre des Télécommunications a rappelé que «notre rôle est

d'accompagner et de soutenir chaque acteur dans sa démarche, ici en l'occurrence Yas. Je les félicite pour cette nouvelle initiative, en espérant que l'ensemble du territoire national soit bien servi », invitant l'autre opérateur à diversifier les services de proximité.

Hamdi Abdillahi Rahilie



La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES

Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse postale : email :

Tél. : Fax : Mob :

Périodicité :

3 mois /

6 mois /

12 mois /

Montant : /

Montant : /

Montant : /

Mode de règlement :

Espèces /

Chèque / n°

Virement bancaire / réf. :

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

Standard advertisement for local publication of local open tender procedures

Supply of equipment for the fit-out of the offices of the Indian Ocean Commission (Horizon 2030)
COI/HORIZON2030/AO/2026/013

The Indian Ocean Commission (IOC) intends to award a supply contract for the supply of IT and audio-visual equipment, furniture, appliances and accessories — in three (3) lots in the premises of the IOC in Ébène with financial assistance from the programme of the European Union (Horizon 2030 grant).

The three (3) lots cover IT and audio-visual equipment (Lot 1), furniture (Lot 2), and appliances and accessories (Lot 3), for a total of more than twenty-five (25) items. Tenderers may submit a tender for one, several or all lots.

The tender dossier is available from the Indian Ocean Commission, Blue Tower, Ébène,

Mauritius, and by e-mail on request at smc@coi-ioc.org, and on the IOC website www.commissionoceanindien.org (section « Opportunités et carrières »).

The deadline for submission of tenders is Tuesday 13 October 2026 at 15:00 (local time, Mauritius). Tenders must be submitted in accordance with the Instructions to Tenderers.

Possible additional information or clarifications/questions shall be communicated simultaneously in writing to all tenderers who have obtained the tender dossier and published on the IOC website (www.commissionoceanindien.org, section «Opportunités et carrières»).



UNION DES COMORES

Unité - solidarité - développement

MINISTRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME CHARGE
DES AFFAIRES FONCIERES ET DES TRANSPORTS TERRESTRESProgramme Régional de Résilience Climatique (PRRC)
Financement de la BM : Subvention IDA _E1910-KMAVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LE CONTROLE DE
SUPERVISION DE PROTECTION COTIERE DE MITSAMIOULISELECTION DE CONSULTANT PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES

PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

N° de don : IDA-1910-KM

N° de référence : 2025-05-CON.SUP.TVX-DRAINAGE-UGP-PRRC

Date de l'Avis : 23 Septembre 2026

Date limite de cet avis : 23 Octobre 2026 à 14H00 (heure locale)

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat pour la mission de contrôle de supervision des travaux de protection côtière dans le cadre de la mise en œuvre du projet PRRC

1.Contexte

Dans ce contexte, le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT) à travers le Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) souhaite recruter un Bureau pour assurer une mission de Maîtrise d'Œuvre relative à la supervision, au contrôle et au suivi des travaux de protection et d'aménagement côtier relative aux aspects d'ingénierie et de sauvegarde environnementale et sociale de la ville de MITSAMIOULI.

Le Consultant agira en représentant du Maître d'Ouvrage vis-à-vis de l'entreprise de travaux et sera responsable de garantir que les ouvrages sont réalisés conformément aux documents techniques de l'APD, dans le respect des délais contractuels et du budget approuvé, et en pleine conformité avec les Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale applicables au projet.

Plus particulièrement, la mission vise à : assurer le contrôle de la qualité technique de l'ensemble des ouvrages réalisés, avec une attention particulière aux spécifications propres aux géo-tubes et aux géosynthétiques, qui constituent le cœur technologique de ce projet ; valider l'ensemble des matériaux approvisionnés par l'entreprise avant leur mise en œuvre ; surveiller et contrôler le programme d'exécution des travaux et alerter l'UGP de tout risque de retard dès son identification ; superviser la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Chantier (PGES-C) de l'entreprise et veiller au respect des NES de la Banque mondiale ; assurer la gestion administrative et financière du contrat de travaux ; et mettre en place un dispositif de suivi morphologique

du site pendant les travaux et pendant les six mois suivant la réception provisoire, conformément aux recommandations du rapport de modélisation hydro-sédimentaire APD.

La mission contribuera également au **renforcement des capacités nationales** en génie côtier souple, en intégrant dans l'équipe de contrôle des ingénieurs comoriens à qui un transfert de compétences effectif sera assuré sur les techniques de mise en œuvre et de contrôle des géo-tubes.

2.Références du Consultant

La prestation sera menée par un cabinet de consultant au profil suivant : Spécialisé dans le contrôle et le suivi de travaux d'aménagement maritime et littoral ;

Justifiant d'au moins quinze (15) années d'expérience dans les domaines du génie côtier et du génie civil maritime ;

Disposant de compétences spécifiques dans :

Les ouvrages de protection côtière ;

Les travaux de génie civil côtier ;

Les solutions de génie côtier souple, notamment les ouvrages en géosynthétiques, les géotubes, les cordons dunaires, le reprofilage des plages et les aménagements dunaires végétalisés ;

Ayant réalisé, au cours des quinze (15) dernières années, au moins cinq (5) missions de contrôle et de suivi de travaux de protection côtière ou maritime, portant chacune sur un montant de travaux contrôlés supérieur à 3 000 000 euros ;

Ayant réalisé, au cours des dix (10) dernières années, au moins deux (2) missions de contrôle et de suivi de travaux comprenant la mise en œuvre de géotubes ou de structures en géotextiles en milieu côtier ou maritime ;

Ayant réalisé, au cours des dix (10) dernières années, au moins deux (2) missions de contrôle et de suivi de travaux dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale ou par d'autres institutions financières internationales multilatérales, impliquant l'application du Cadre environnemental et social (CES) ou d'un cadre équivalent ;

Disposant, de préférence, d'une expérience avérée dans les Petits États insulaires en développement (PEID), en Afrique de l'Est ou dans l'océan Indien, laquelle constituera un atout lors de l'éva-

luation des offres.

Pour chaque référence présentée, le Soumissionnaire précisera l'intitulé de la mission, le nom et les coordonnées du client, la période d'exécution, la nature et le linéaire des ouvrages contrôlés, ainsi que le montant des travaux concernés.

Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement - Sixième Edition Février -2025.

Un Consultant sera sélectionné conformément à la méthode Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) énoncée dans le Règlement de Passation des Marchés. Les experts clés ne seront pas évalués au stade de la présélection.

“L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement FPI » de février 2025, énonçant la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts”.

Les termes de référence détaillés (TDRs) pour cette mission peuvent être obtenus à l'adresse email indiquée ci-après :

rcrpcomores@gmail.com /
samil.chakira@outlook.com

“Les manifestations d'intérêt doivent être remises par écrit avec la mention : « Recrutement d'un cabinet pour la mission de contrôle de supervision de protection côtière de Mitsamiouli » à l'adresse ci-dessous (en personne, ou par courrier, ou par fax, ou par e-mail) avant **le 23 Octobre 2026 à 14H00**.

À l'attention de : **M. SAMIL CHAKIRA**

Coordonnateur National

Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Email : rcrpcomores@gmail.com;

samil.chakira@outlook.com

Téléphone : +269 733 26 09

Adresse : Moroni, quartier ambassadeur, Enceinte de l'Union des Mecks, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest.